



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

### DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la réglementation  
et de l'environnement

### ARRÊTÉ

### LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

Arrêté de mise en demeure

**SOCIETE CARRIERES DU MONT  
SAINT-VINCENT  
71300 MONT-SAINT-VINCENT**

**Carrière de Mont-Saint-Vincent  
« Bois de Chaleutre »**

N° 2013317 - 0009

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, articles L171-6, L171-8, L514-5,

Vu l'arrêté préfectoral n°20122361-0007 du 26 décembre 2012, autorisant la société CARRIERES DU MONT-SAINT-VINCENT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent, lieudit «Bois de Chaleutre» sous la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant le 4 octobre 2013, conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à cette transmission,

Considérant que lors de la visite du 1er octobre 2013, l'inspecteur de l'environnement, (spécialité installations classées) a constaté le non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation suivantes :

- article 1.6.2 : garanties financières,
- article 2.3.1 : information des tiers,
- article 2.3.6 : dossier préalable aux travaux d'extraction,
- article 5.1.1 : plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées,
- article 5.2.7 : registre chronologique de production et d'expédition des déchets dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 29 février 2012,
- article 7.5.3 : capacité de rétention suffisamment dimensionnée et étanche sous les stockages des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sol,
- article 8.1.3 : le floculant utilisé doit contenir au maximum 500ppm d'acrylamide monomère,
- article 9.2.1 : surveillance des retombées de poussières dans l'environnement au moyen de 4 capteurs une fois par mois durant les trois mois d'été, une fois par trimestre en dehors de la période estivale,
- article 9.2.3 : mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique) avec des prélèvements et des analyses à fréquence semestrielle. L'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres sont définis à partir d'une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.

- Article 9.2.5 : vérification du respect des vitesses particulières pondérées à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches. Mise en place d'une procédure d'auto-surveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations et de la surpression,
- article 9.4.3 : suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site par une structure naturaliste.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé,

**Considérant** qu'il convient d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1er :**

La société CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT exploitant une carrière située lieudit «Bois de Chaleutre» à Mont- Saint Vincent est mise en demeure de respecter les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 en mettant en place les actions suivantes :

➤ **sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 1.6.2: fournir les garanties financières dont le montant est fixé dans l'arrêté d'autorisation.
- article 2.3.6 : fournir le dossier préalable aux travaux d'extraction
- article 7.5.3 : mettre en place des capacités de rétention suffisamment dimensionnée et étanche sous les stockages des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

• **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 2.3.1 : informer les tiers par la mise en place d'un panneau indiquant, en caractères apparents, l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- article 5.1.1 : fournir le plan de gestion des déchets inertes et des terres polluées,
- article 5.2.7 : mettre en place le registre chronologique de production et d'expédition des déchets dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 29 février 2012
- article 8.1.3 : apporter les justificatifs sur le floculant utilisé qui doit contenir au maximum 500ppm d'acrylamide monomère,
- article 9.2.1 : mettre en place la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement au moyen de 4 capteurs une fois par mois durant les trois mois d'été, une fois par trimestre en dehors de la période estivale,
- ,article 9.2.3 : mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique) avec des prélèvements et des analyses à fréquence semestrielle. L'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres sont définis à partir d'une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.
- Article 9.2.5 : vérifier le respect des vitesses particulières pondérées à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches. Mettre en place une procédure d'auto-surveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations et de la surpression,
- article 9.4.3 : mettre en place le suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site par une structure naturaliste.

## **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :


- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

## **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES :**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CARRIERES DU MONT SAINT-VINCENT et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Mont-Saint-Vincent,
- M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 13 NOV. 2013  
Le préfet,

  
**Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire**

Catherine SÉGUIN

